



CHAPITRE 77

CHAPTER 77

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme

An Act to amend the charter of the city of St. Jerome

[Sanctionnée le 10 février 1954]

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire de modifier sa charte, la loi 14 George VI, chapitre 103, modifiée par 14-15 George VI chapitre 79 et par la loi 15-16 George VI, chapitre 77, afin de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration des affaires de la cité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisition, etc., d'immeubles, autorisée.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la cité de Saint-Jérôme, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, d'acheter ou acquérir des terrains, ou acheter, construire, acquérir, améliorer ou entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou à des fins d'exploitation industrielle, dont le coût total ne devra pas excéder cent cinquante mille dollars.

Vente, etc.

La cité est autorisée à vendre, prêter ou louer le ou lesdits terrains, le ou lesdits immeubles lorsque le conseil le jugera avantageux.

Prix de location.

Dans le cas où la cité donnerait à bail le ou lesdits immeubles, le prix de loca-

WHEREAS the city of St. Jerome, in the county of Terrebonne, has, by its petition, represented that it is necessary that its charter, the act 14 George VI, chapter 103, as amended by the acts 14-15 George VI, chapter 79 and by the act 15-16 George VI, chapter 77, be amended for the purpose of granting it new powers for the good administration of the affairs of the city;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city of St. Jerome, with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, may purchase or acquire land or purchase, build, acquire, improve or maintain one or more immoveables, of a total cost not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, to serve in whole or in part for municipal purposes or for industrial operations.

Acquisition, etc., of immoveables, authorized.

The city may sell, lend or let the said land or lands, immovable or immoveables whenever the council deems it expedient.

Sale, etc.

Should the city let the said immovable or immoveables, the rent per year shall

Rent.

tion ne devra pas être inférieur à une somme annuelle représentant cinq pour cent sur le coût d'acquisition du ou des terrains et de la construction du ou des immeubles.

Prix de vente. Si la cité désire vendre ces immeubles, le prix devra être égal au coût d'acquisition du ou des terrains, et d'acquisition, de construction du ou des immeubles, y compris l'intérêt. Si le prix d'aliénation est inférieur au coût d'acquisition ou de construction, l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec devra être obtenue.

Emprunt. Si, pour les fins susdites, la cité doit emprunter une somme d'argent, elle devra le faire par règlement et conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunts municipaux.

S.R., c. 233, a. 137, rempl. pour la cité. **2.** L'article 137 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Arrondissements. **"137.** Le greffier divise la liste des électeurs de la municipalité en autant de parties qu'il y a de quartiers dans la municipalité, et subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois trois cents électeurs, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre.

Contenu. Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité. **3.** Le paragraphe 3° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 43, paragraphe "a", de la loi 14 George VI, chapitre 103, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Entretien. **"3°** Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur une rue, une place, une voie de communication ou un chemin public, établis dans la municipalité, à faire, refaire, réparer et entretenir, en front de leur propriété, ou du côté opposé de la rue ou du chemin, des trottoirs en bois, en pierre ou autres matériaux, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement; et pour déterminer la manière de faire, de refaire, de réparer et d'entretenir ces trottoirs, et même pour les faire, les refaire, les réparer et les entre-

not be less than a sum representing five per centum of the cost of acquisition of the land or lands and of the construction of the said immoveable or immoveables.

Sale price. If the city wishes to sell such immoveables, the price shall be equal to the cost of acquisition of the land or lands, and to the purchase or construction price of the immoveable or immoveables, including interest. If the selling price is less than the purchase or construction price, the prior approval of the Quebec Municipal Commission must be obtained.

Loan. If, for the purposes aforesaid, the city must borrow money, it must do so by by-law and in conformity with the requirements of the law respecting municipal loan by-laws.

R.S., c. 233, s. 137, replaced for city. **2.** Section 137 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

Polling-subdivisions. **"137.** The clerk shall divide the electoral list of the municipality into as many parts as there are wards in the municipality, and shall subdivide each ward into as many polling-subdivisions as there are multiples of three hundred electors for each, adding a subdivision if there remain a fraction of that number.

Contents. Such subdivision shall, as far as possible, contain an equal number of electors."

R.S., c. 233, s. 429, am. for city. **3.** Paragraph 3 of section 429 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by section 43, paragraph "a", of the act 14 George VI, chapter 103, is again replaced, for the aforesaid city, by the following:

Maintenance. **"3.** To oblige the owners of land situated on any street, square or public thoroughfare or road, established in the municipality, to make, remake, repair and maintain in front of their property, or on the opposite side of the street or road, sidewalks of wood, stone or other material, either throughout the whole municipality or only through a part thereof; and to determine the manner of making remaking, repairing and maintaining such side-walks, and even make remake, repair and maintain them at

tenir aux frais de la municipalité, en tout ou en partie, et même en avançant les frais en tout ou en partie aux propriétaires, sur remboursement avec intérêt à certaines époques, ou aux frais des propriétaires riverains ou du côté opposé de la rue, ou des propriétaires d'une partie de la municipalité, au moyen d'une taxe de répartition imposée sur ces propriétaires;"

the expense of the municipality in whole or in part, and even by advancing the cost thereof in whole or in part to proprietors, upon reimbursement with interest on certain dates, or at the expense of the owners of the abutting property or of the owners of the property on the opposite side of the street, or of the property-owners in part of the municipality, by means of a special assessment upon such property-owners;"

S.R.,
c. 233, s.
440, remp.
pour la
cité.

4. L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

4. Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for city.

Respon-
sabilité
pour
taxes.

"440. Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la municipalité ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs maisons, magasins ou bâtiments respectifs, ou pourvu que la cité ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle a conduit l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs terrains respectifs ou vis-à-vis la ligne de division avec le terrain voisin."

"440. Such special tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupants not availing themselves of the water from the water-works; provided that the municipality has notified such owners or occupants, that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective houses, shops or buildings, or provided that the city has notified such owners or occupants that it has, at its own expense, brought the water to the line of the street opposite their respective lands or opposite the line of separation from the adjoining land."

Liability
for tax.

S.R.,
c. 233,
s. 581,
remp.
pour la
cité.

5. L'article 581 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 52 de la loi 14 George VI, chapitre 103, et par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 77, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

5. Section 581 of the Cities and Towns Act, as replaced for the aforesaid city by section 52 of the act 14 George VI, chapter 103, and by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 77, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581,
replaced
for city.

Règle-
ments
d'em-
prunt.

"581. Sauf les cas prévus par l'article 604 et les autres cas spécialement réglés par une loi, tout emprunt doit être préalablement autorisé par un règlement du conseil, approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil, en la manière et suivant les formalités ci-après prescrites.

"581. Saving the provisions of section 604 and other cases specially regulated by law, every loan shall be previously authorized by a by-law of the council, approved by the electors who are proprietors of taxable immovables and by the Lieutenant-Governor in Council, in the manner and according to the formalities hereinafter prescribed.

Loan by-
laws.

Approba-
tion.

Nonobstant l'article 11 de la Loi des dettes et des emprunts municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 217), le conseil, par un règlement ne nécessitant pas d'autre approbation que celle du lieutenant-gouverneur en conseil et de la Commission municipale de Québec, pourra

Notwithstanding section 11 of the Municipal Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1941, chapter 217), the council may, by by-law requiring no other approval than that of the Lieutenant-Governor in Council and of the Quebec Municipal Commission, borrow each year

Approval.

emprunter chaque année pour fins de voirie, de construction de ponts, d'égouts et d'aqueduc, [de construction, de réparation et de réparation de trottoirs,] une somme ne dépassant pas soixante mille dollars." for purposes of roads or for building bridges, sewers and waterworks, [or for the construction, reconstruction or repairing of sidewalks], a sum not exceeding sixty thousand dollars."

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.